



Projet agricole de Bocca di Silicaja

14 février 2024

**Note Etat boisé –
Autorisation de
défrichement**

Citation recommandée	Biotope, 2024, Projet agricole de Bocca di Silicaja. - Note Etat boisé – Autorisation de défrichement, SCEA SAPARA BONA, 18 pages.	
Version/Indice	Version 1	
Date	19 février 2024	
Maître d'ouvrage	SCEA SAPARA BONA	
Interlocuteur	Jean-Baptiste DE PERETTI	
Biotope, Rédacteur	Hugo SANNIER-ALFONSI Chargé de missions	07 56 05 92 70 hsannier@biotope.fr
Biotope, Responsable qualité	Loïc ARDIET Responsable d'agence	06 77 34 75 81 lardiet@biotope.fr

Sauf mention contraire explicite, toutes les photos du rapport ont été prises sur site par le personnel de Biotope dans le cadre des prospections de terrain.

Version	Date	Contributeur(s)	Description des modifications apportées au document
1	19/02/2024	Hugo SANNIER-ALFONSI	Rédaction du document

Sommaire

1	Références réglementaires	4
1.1	Définition de l'état boisé d'un terrain	4
1.2	Nécessité de la demande d'autorisation de défrichement	5
2	Aspects méthodologiques	8
2.1	Objectifs de l'étude	8
2.2	Aire d'étude	8
2.3	Méthode d'acquisition de données	9
3	Caractérisation du/des boisement(s) des parcelles concernées	10
3.1	Localisation	10
3.2	Caractéristique du boisement recensé sur la zone d'étude	10
4	Soumission à autorisation de défrichement	11
4.1	Interdiction de défrichement	11
4.3	Terrain 1	12
4.4	Terrain 2	15
5	Conclusion	18

Liste des illustrations

Figure 1 : Caractérisation de l'état boisé, illustration Biotope®	5
Figure 2 : Schémas pour statuer sur la soumission à autorisation de défrichement, illustration Biotope®	7
Figure 3 : Localisation des aires d'étude, Biotope 2024	8

1 Références réglementaires

Le défrichement est défini par le **Code Forestier**. Les références citées ci-après correspondent à celles du **Nouveau Code Forestier**. Ainsi, d'après l'Article L.341-1 de ce Nouveau Code Forestier, l'opération de défrichement est définie par les termes suivants :

« Est un défrichement toute opération volontaire ayant pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière.

Est également un défrichement toute opération volontaire entraînant indirectement et à terme les mêmes conséquences, sauf si elle est entreprise en application d'une servitude d'utilité publique.

La destruction accidentelle ou volontaire du boisement ne fait pas disparaître la destination forestière du terrain, qui reste soumis aux dispositions du présent titre. »

1.1 Définition de l'état boisé d'un terrain

Selon la notice d'information à l'attention des demandeurs d'autorisation de défrichement, en raison de la grande diversité locale des formations ligneuses, le code forestier ne définit pas les notions de bois, forêt ou état boisé.

La caractérisation de l'état boisé et de la destination forestière d'un terrain résulte d'une constatation et d'une appréciation de fait et non de droit, laissée à l'administration en charge des forêts sous le contrôle du juge. L'interprétation de ces notions se fait donc au cas par cas sur la base d'éléments matériels et factuels.

A ce titre, les références portées sur la matrice cadastrale ne peuvent absolument pas à elles seules servir de référence pour caractériser un terrain boisé ou non.

L'état boisé s'apprécie en fonction de l'occupation réelle du terrain, indépendamment de la nature de culture figurant sur le relevé cadastral de la propriété.

Il appartient aux services forestiers instructeurs de caractériser l'état boisé, éventuellement après une visite de terrain.

Il est cependant possible de formaliser un avis sur l'état boisé. Les critères communément retenus sont les suivants (critère Inventaire Forestier National) :

- Une surface occupée par des **arbres et arbustes d'essences forestières**, capables d'atteindre **une hauteur supérieure à 5 m** à maturité in situ ;
- Avec un couvert de l'entité arborée (projection verticale des houppiers sur le sol) **occupant au moins 10% de la surface considérée ou 500 semis à l'hectare**.

Lorsque la végétation forestière est constituée de jeunes plants ou de semis naturels, l'état boisé est caractérisé par la présence d'au moins 500 jeunes arbres bien répartis à l'hectare. Ainsi, les sites momentanément déboisés ou en régénération sont classés comme forêt même si leur couvert est inférieur à 10% au moment du constat.

- La formation boisée doit occuper **une superficie d'au moins 5 ares** (bosquet)
- Un couvert arboré d'une **largeur moyenne en cime au minimum de 15 mètres**.

1

L'entité arborée est-elle un boisement « au sens du Code forestier » ?

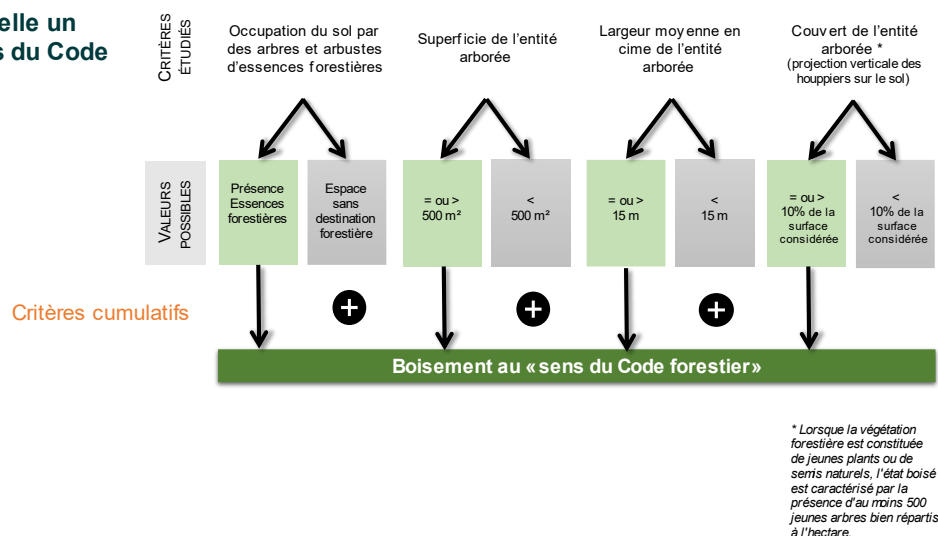


Figure 1 : Caractérisation de l'état boisé, illustration Biotope®

1.2 Nécessité de la demande d'autorisation de défrichement

Toute opération volontaire entraînant la destruction de l'état boisé d'un terrain et mettant fin à sa destination forestière est considérée comme un défrichement et nécessite une autorisation administrative préalable (article L341-3).

Sont soumis à la réglementation du défrichement les bois et forêts des particuliers et ceux des forêts des collectivités territoriales et autres personnes morales visées au 2° du I de l'article L.211-1 relevant ou non du régime forestier.

Le code forestier ne visant que ces types de bois et forêts, les terrains qui appartiennent à l'Etat, notamment les forêts domaniales, ne sont pas soumis à la législation sur le défrichement.

Opérations non considérées comme un défrichement par la réglementation

Selon l'article L341-2 du nouveau code forestier, les différentes opérations suivantes ne constituent pas un défrichement car elles ne constituent pas un changement de destination des sols :

« 1. Les opérations ayant pour but de remettre en valeur d'anciens terrains de culture, de pacage ou d'alpage envahis par une végétation spontanée, ou les terres occupées par les formations telles que garrigues non boisées, landes et maquis » :

La notion de remise en valeur s'applique à l'égard des activités agricoles ou pastorales. La preuve de l'ancien état de culture, de pacage ou l'alpage doit pouvoir être apportée par le propriétaire, à travers tous les éléments en sa possession (actes notariés, photographies, ...) ou par constatation de traces d'ancienne mise en valeur existant sur les terrains en cause.

Il convient de vérifier qu'il s'agit bien d'une végétation spontanée qui ne peut pas encore être qualifiée de bois ou forêt par son âge, sa hauteur ou le taux de couverture boisée.

« 2. Les opérations portant sur les noyeraies [à fruits], oliveraies, plantations de chênes truffiers et vergers à châtaignes » (destruction de ces arbres fruitiers) :

Ces formations végétales sont le support de productions agricoles. Elles ne sont donc pas considérées comme des peuplements forestiers et n'ont pas de destination forestière. Par contre, il résulte de cette distinction que le remplacement d'un peuplement forestier par une telle plantation constitue, quant à lui, un défrichement puisqu'il confère aux terrains défrichés une destination agricole.

« 3. Les opérations portant sur les taillis à courte rotation, normalement entretenus et exploités, implantés sur d'anciens sols agricoles depuis moins de 30 ans »

Sont concernées les cultures d'espèces ligneuses rejetant de souche, plantées à forte densité et récoltées en totalité à une rotation inférieure à 20 ans. Ces cultures n'ont pas d'objectif de production de bois d'œuvre. La fréquence élevée des coupes

apparente en effet la gestion de ces peuplements à la pratique d'une culture agricole. De fait, les terrains conservent une destination agricole tant que les pratiques culturales sont maintenues.

Le propriétaire doit pouvoir apporter la preuve que les terrains concernés sont bien d'anciens terrains agricoles, et que le peuplement qu'il entend défricher correspond bien aux normes fixées ci-dessus.

« 4. Un déboisement ayant pour but de créer à l'intérieur des bois et forêts les équipements indispensables à leur mise en valeur et à leur protection ou de préserver ou restaurer des milieux naturels, sous réserve que ces équipements ou ces actions de préservation ou de restauration ne modifient pas fondamentalement la destination forestière de l'immeuble bénéficiaire et n'en constituent que les annexes indispensables, y compris les opérations portant sur les terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être défrichées pour la réalisation d'aménagements, par un plan de prévention des risques naturels en application des articles L.562-1 à L.562-7 du code de l'environnement ».

Ces opérations contribuent à favoriser les fonctions du massif forestier dans lequel elles sont réalisées.

Défrichement exemptés d'autorisation

L'Article L342-1 du Nouveau Code Forestier précise les cas pour lesquels l'autorisation de défrichement n'est pas requise :

Sont exemptés des dispositions de l'article L. 341-3 les défrichements envisagés dans les cas suivants :

« 1° Dans les bois et forêts de superficie inférieure à un seuil compris entre 0,5 et 4 hectares, fixé par département ou partie de département par le représentant de l'Etat, sauf s'ils font partie d'un autre bois dont la superficie, ajoutée à la leur, atteint ou dépasse ce seuil »

2° Dans les parcs ou jardins clos et attenants à une habitation principale, lorsque l'étendue close est inférieure à 10 hectares. Toutefois, lorsque les défrichements projetés dans ces parcs sont liés à la réalisation d'une opération d'aménagement prévue au titre Ier du livre III du code de l'urbanisme ou d'une opération de construction soumise à autorisation au titre de ce code, cette surface est abaissée à un seuil compris entre 0,5 et 4 hectares, fixé par département ou partie de département par le représentant de l'Etat ;

Ces exemptions prévues aux points 1 et 2 ci-dessus, ne sont pas applicables aux collectivités territoriales et autres personnes morales définies au 2° du I de l'article L. 211-1 du code forestier.

3° Dans les zones définies en application du 1° de l'article L. 126-1 du code rural et de la pêche maritime dans lesquelles la reconstitution des boisements après coupe rase est interdite ou réglementée, ou ayant pour but une mise en valeur agricole et pastorale de bois situés dans une zone agricole définie en application de l'article L. 123-21 du même code ;

4° Dans les jeunes bois de moins de trente ans sauf s'ils ont été conservés à titre de réserves boisées ou plantés à titre de compensation en application de l'article L. 341-6 ou bien exécutés dans le cadre de la restauration des terrains en montagne ou de la protection des dunes. »

En Corse-du-Sud, l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2003 les seuils de superficie des bois applicables à partir desquels une autorisation est requise pour tout défrichement. Ces seuils de superficie concernent les bois à l'intérieur desquels se situe le terrain à défricher et non le terrain lui-même.

Pour le département de la Corse-du-Sud, sont exemptés des dispositions de l'article L.311-1 du Code forestier :

1°) les bois d'une superficie inférieure à 2,25 hectares, sauf s'ils font partie d'un autre bois dont la superficie, ajoutée à la leur, atteint ou dépasse ce seuil.

L'exemption citée dans cet arrêté préfectoral n'est pas applicable aux bois des collectivités qui doivent, par conséquent, solliciter une autorisation de défrichement quelle que soit la surface de la parcelle concernée.

2

Une demande d'autorisation de défrichement est-elle nécessaire ?

Opérations non considérées comme un défrichement par la réglementation

- ☐ Remise en valeur d'ancien terrain de culture, de pacage ou d'alpage envahis par une végétation spontanée
- ☐ Opération portant sur des formations végétales support de productions agricoles
- ☐ Opérations sur les taillis à courte rotation sur terrain à destination agricole
- ☐ Opérations contribuant à favoriser les fonctions du massif forestier

Exemptions de défrichement

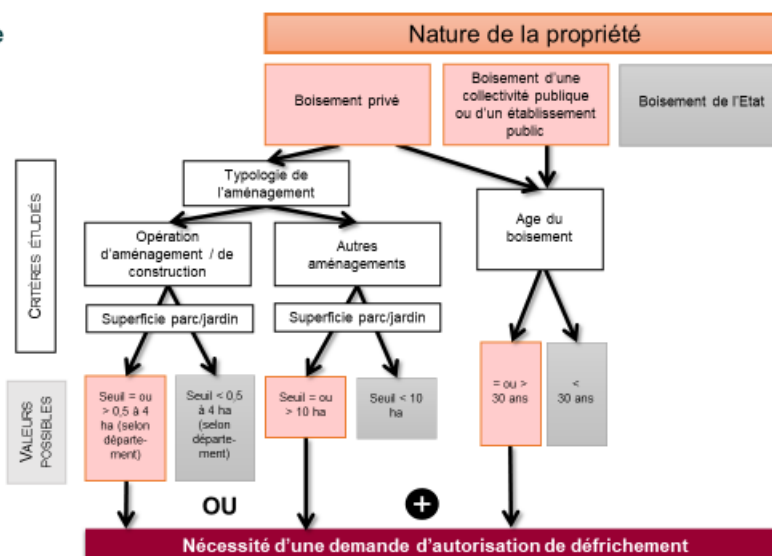
- ☐ Exemption liée à la surface du massif boisé concerné (adaptée selon le département concerné)
 - Seuil 0,5- 4 ha bois et forêts
 - Seuil 0,5- 4 ha parcs et jardins, pour aménagements soumis à autorisation au titre du Code de l'Urbanisme (PC, PA, DP, ...)
 - Seuil 10 ha par parcs et jardins, pour autres aménagements
 ⇒ voir schémas en suivant
- ☐ Exemption liée à l'âge du boisement : Seuil des 30 ans
⇒ voir schémas en suivant
- ☐ Exemption liée à un classement du conseil départemental

2

Une demande d'autorisation de défrichement est-elle nécessaire ?

Cas Parc et jardin et attenants à une habitation principale

C'est la situation au moment du dépôt de la demande qui est appréciée. L'habitation située dans ou en continuité du parc ou jardin clos doit avoir toutes les caractéristiques permettant d'en faire un lieu d'habitation permanent.



2

Une demande d'autorisation de défrichement est-elle nécessaire ?

Cas Bois et forêt

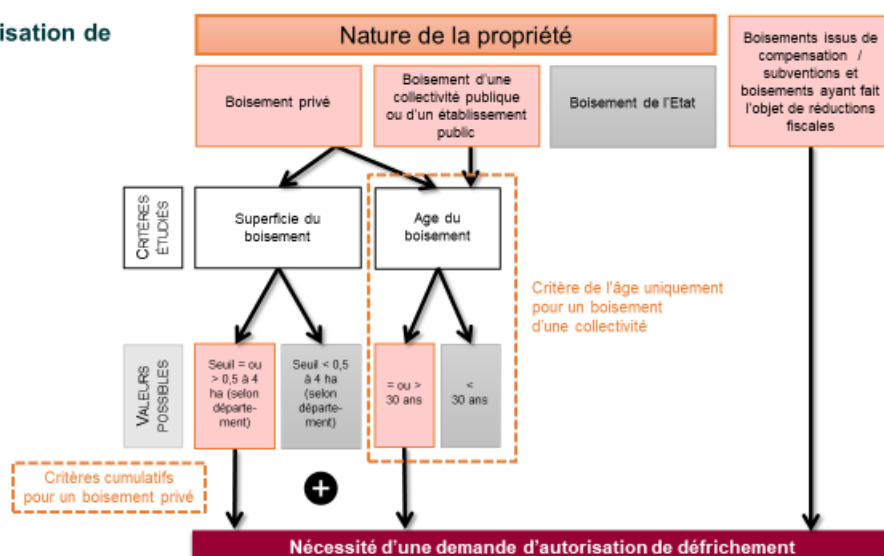


Figure 2 : Schémas pour statuer sur la soumission à autorisation de défrichement, illustration Biotope®

2 Aspects méthodologiques

2.1 Objectifs de l'étude

Des boisements sont présents sur l'emprise directe du projet. Il convient d'effectuer une caractérisation de ceux-ci pour l'instruction d'un potentiel dossier de défrichement. Ce diagnostic est l'objet de ce présent rapport.

Pour les parties boisées au sein de la zone de projet, il s'agissait notamment de caractériser :

- les essences forestières et leurs répartitions,
- l'état sanitaire sur la base d'un point de vue visuel
- l'âge et le type de boisement

Ces éléments de caractérisation des boisements ont été relevés au cours des inventaires menés par Biotope sur le site.

2.2 Aire d'étude

L'aire d'étude immédiate correspond aux 2 terrains envisagés pour l'implantation des projets agricoles.

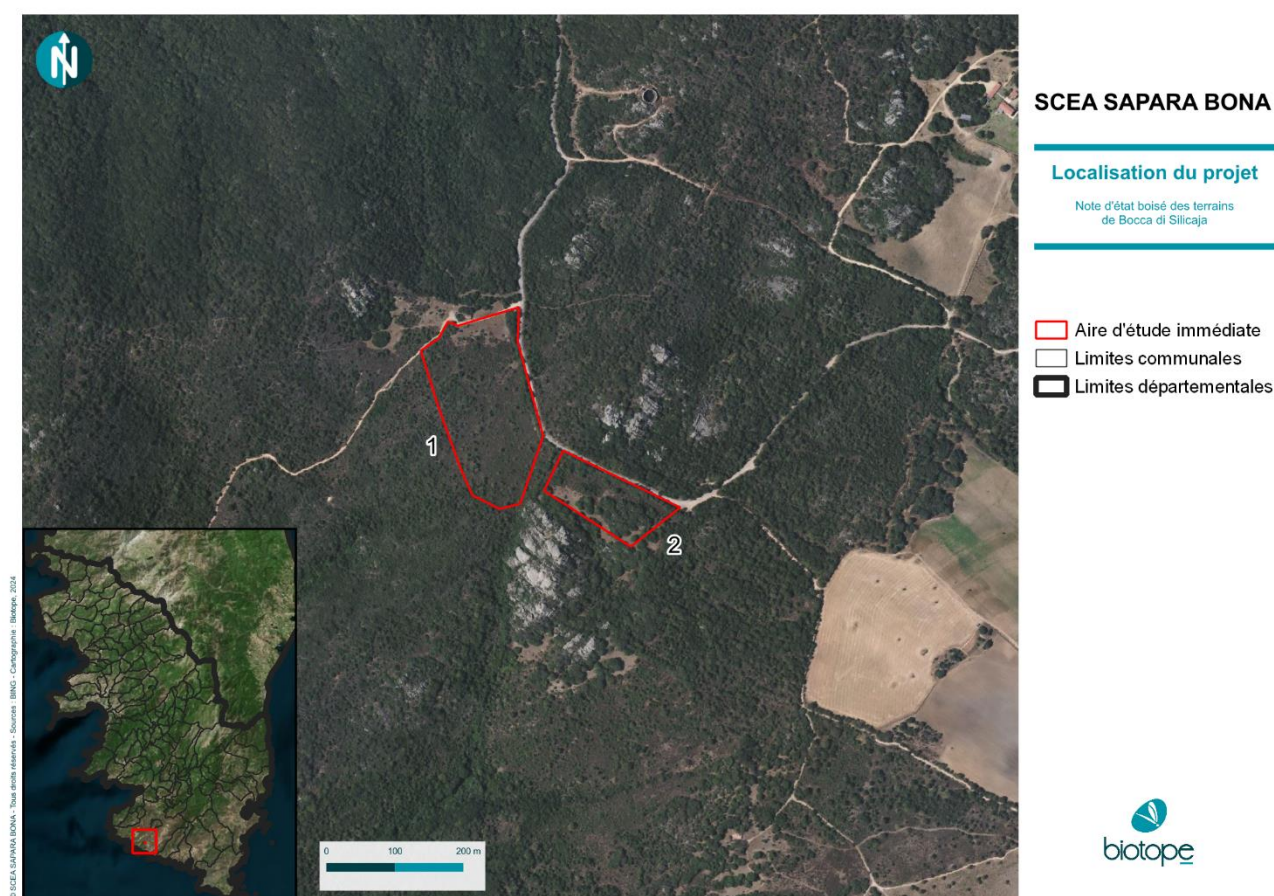


Figure 3 : Localisation des aires d'étude, Biotope 2024

2.3 Méthode d'acquisition de données

Le tableau suivant indique les dates de réalisation de l'expertise sur le terrain dans le cadre du projet (cf. *tableau suivant*).

Tableau 1 : Date et condition de l'expertise de terrain

Date de l'expertise	Commentaire(s)
Caractérisation des boisements (1 passage dédié)	
08/02/2024	Caractérisation des boisements sur la journée. Bonnes conditions de relevé.

Le tableau suivant présente la méthode de relevé mise en œuvre dans le cadre de cette étude sur la zone d'implantation potentielle du projet.

Tableau 2 : Méthodes utilisées pour caractériser le boisement - Généralités

Méthodes utilisées pour la caractérisation des boisements	✓	Relevés simples des espèces majoritaires du boisement
	✓	Estimation du taux de recouvrement moyen
	✓	Analyse de photographies aériennes historiques (https://remonterletemps.ign.fr/ et Google earth)
	✓	Prise de vues photographiques

L'état boisé a été défini pour chaque faciès sur la base des critères IFN pointés dans la notice d'information à l'attention des demandeurs d'autorisation de défrichement).

Les expertises de terrain se sont déroulées sur une période favorable à la caractérisation des boisements. La pression de prospection a permis de couvrir l'ensemble du périmètre de la zone d'implantation potentielle du projet.

3 Caractérisation du/des boisement(s) des parcelles concernées

3.1 Localisation

Situation du boisement

Localisation	
Région :	Corse
Département :	Corse-du-Sud
Commune :	Sartène

Tableau 3 : Données de localisation

Les aires d'étude immédiates se trouvent au sud du département de la Corse-du-Sud, dans la commune de Sartène, au niveau de la vallée de l'Ortolo. La zone d'étude se situe dans un secteur principalement naturel où se rencontrent des massifs boisés et des milieux ouverts à semi-ouverts typiquement méditerranéens avec des zones de maquis plus ou moins préservées.

L'empreinte de l'Homme est marquée localement dans le secteur avec les installations des domaines (Cultures agricoles, prairies, pistes, ferme, habitations...).

L'analyse des photographies aériennes historiques (1980-1995, 2000-2005) sur le secteur montre une apparition progressive des boisements et des maquis ainsi que le développement des installations des domaines.

3.2 Caractéristique du boisement recensé sur la zone d'étude

Sur les 4,59 ha de la zone d'étude, un faciès de végétation boisée a été mis en évidence :

Tableau 4 : Faciès de formation végétale arborée recensé

Nom de la formation végétale de type boisé	Code EUNIS	Surface
Matorrals acidiphiles ouest-méditerranéen à Chêne vert	F5.112	Ensemble des terrains 1 et 2

4 Soumission à autorisation de défrichement

4.1 Interdiction de défrichement

Zones de protection où le défrichement est interdit		
Classement EBC au document d'urbanisme	OUI	NON
<i>Tout défrichement d'un EBC est interdit. Seule une évolution du document d'urbanisme déclassant le bois protégé peut rendre possible l'autorisation de défrichement.</i>		
Forêt de protection	OUI	NON
Espace sous statut de protection (arrêté de protection de biotope, réserves naturelles, réserves biologiques, ...)	OUI	NON

Conclusion sur l'interdiction de défrichement	→ Non-soumission à interdiction de défrichement
---	---

4.3 Terrain 1

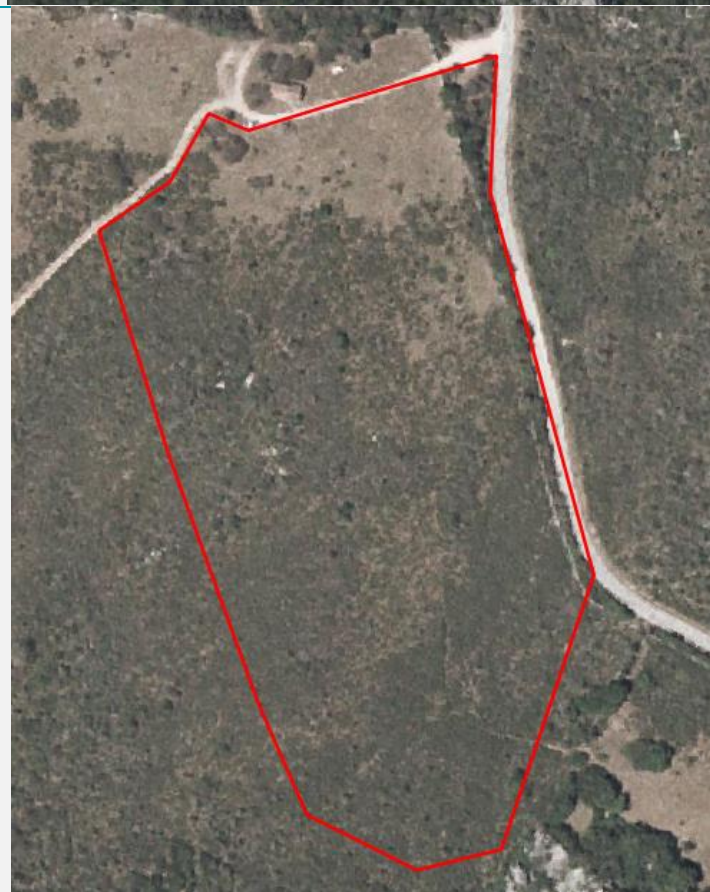
Description de l'entité			
Région forestière	Corse occidentale		
Formation végétale principale	Matorrals acidiphiles ouest-méditerranéen à Chêne vert		
Principales essences forestières	Quercus ilex L.	Arbutus unedo L.	Erica arborea L.
Description	Ce boisement est composé de chênes verts, lentisques et arbousiers avec un sous-bois majoritairement composé de cistes et d'asphodèles. Les espèces forestières matures sont rares sur le site, la majorité des individus ne dépassant pas 1 m de hauteur.		
Arbres et Arbustes d'essences forestières, capables d'atteindre une hauteur supérieure à 5 m à maturité in situ	OUI	NON	
Présence de coupe rase	Non		
Couvert de l'entité arborée (projection verticale des houppiers sur le sol) occupant au moins 10% de la surface considérée ou 500 semis à l'hectare	OUI	NON	
Formation boisée occupant une superficie d'au moins 5 ares	OUI	NON	
Etat sanitaire général	Bon		
Statut de l'unité	Etat boisé		



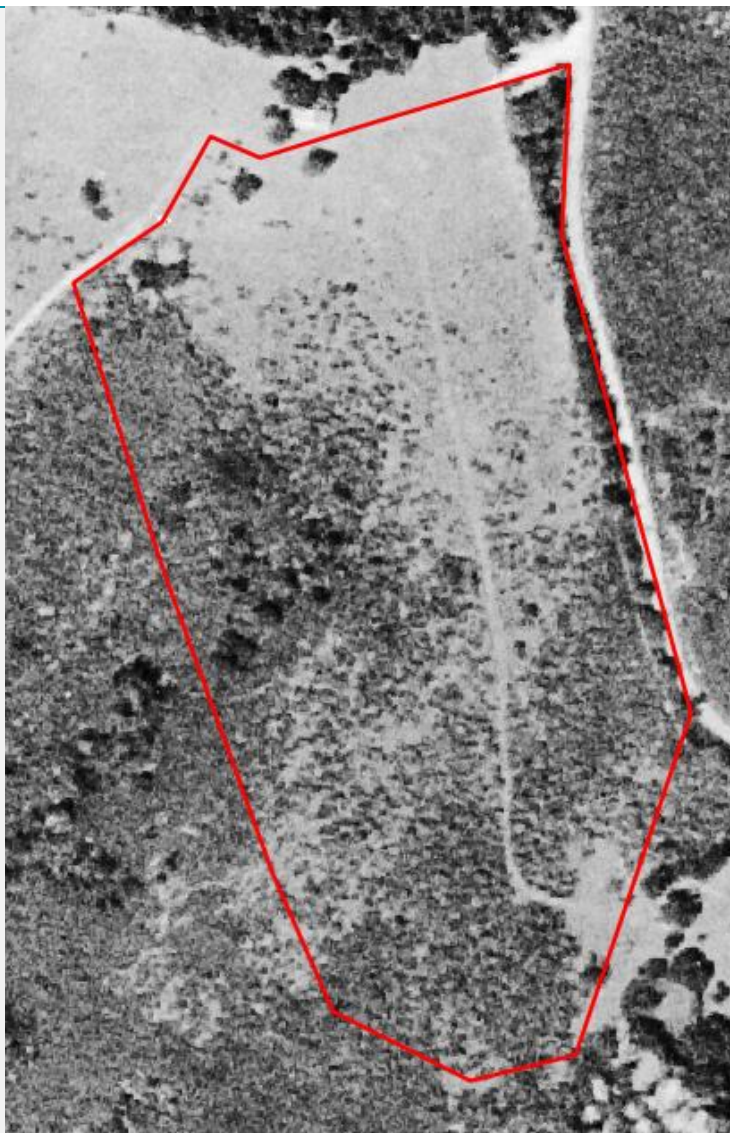
Photographie du terrain 1

Age des boisements

Photographie aérienne actuelle

Photographie aérienne + de 20 ans
(2000-2005)

Photographie aérienne + de 30 ans
(1980-1995)



Age des boisements des parcelles	Moins de 30 ans	Egal ou supérieur à 30 ans
1. Réserves boisées	OUI	NON
2. Reboisements imposés en remplacement de bois défrichés (compensation)	OUI	NON
3. Boisement de protection (restauration de terrain de montagne / protection de dunes)	OUI	NON
Soumission à autorisation de défrichement possible	OUI	NON Âge des boisements < à 30 ans
Si réponse NON, la suite du questionnaire n'est pas à compléter. Le projet n'est pas soumis à autorisation de défrichement.		

Les orthophotographies de 1980-1995 et 2000-2005 permettent de constater le passé agricole du site autrefois utilisé pour le pacage. Ces orthophotographies historiques permettent ainsi de caractériser l'âge du boisement à moins de 30 ans, ce qui exempte le site de demande d'autorisation de défrichement. De plus, le terrain est inscrit au RPG 2021 en ressources fourragères.

Conclusion Terrain 1	➔ Non-soumission à autorisation de défrichement
---------------------------------	---

4.4 Terrain 2

Description de l'entité		
Région forestière	Corse occidentale	
Formation végétale principale	Matorrals acidiphiles ouest-méditerranéen à Chêne vert	
Principales essences forestières	<i>Quercus ilex</i> L.	<i>Arbutus unedo</i> L.
Description	Ce boisement est majoritairement composé de chênes verts avec un sous-bois presque absent.	
Arbres et Arbustes d'essences forestières, capables d'atteindre une hauteur supérieure à 5 m à maturité in situ	OUI	NON
Présence de coupe rase	Non	
Couvert de l'entité arborée (projection verticale des houppiers sur le sol) occupant au moins 10% de la surface considérée ou 500 semis à l'hectare	OUI	NON
Formation boisée occupant une superficie d'au moins 5 ares	OUI	NON
Etat sanitaire général	Bon	
Statut de l'unité	Etat boisé	

Age des boisements

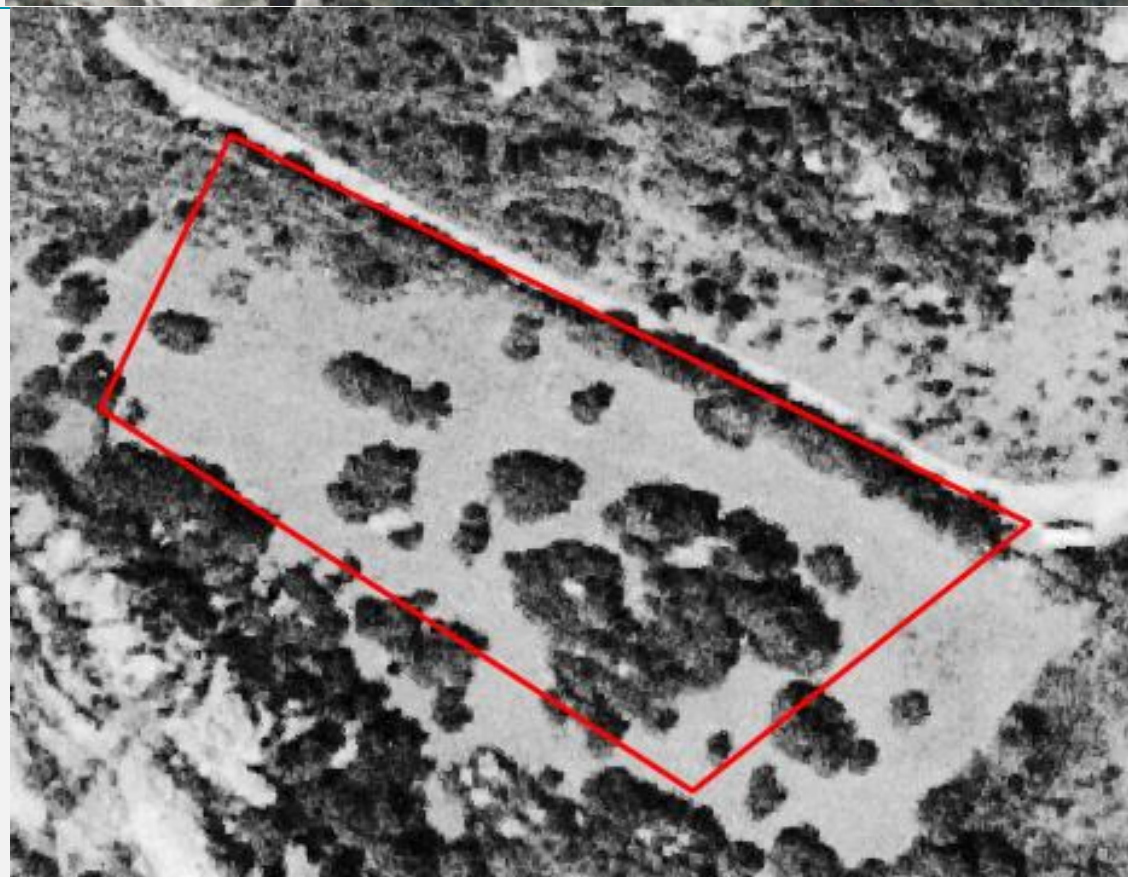
Photographie aérienne actuelle



Photographie
aérienne +
de 20 ans
(2000-2005)



Photographie
aérienne +
de 30 ans
(1980-1995)



Age des boisements des parcelles	Moins de 30 ans	Egal ou supérieur à 30 ans
1. Réserves boisées	OUI	NON
2. Reboisements imposés en remplacement de bois défrichés (compensation)	OUI	NON
3. Boisement de protection (restauration de terrain de montagne / protection de dunes)	OUI	NON
Soumission à autorisation de défrichement possible	OUI	NON

Si réponse NON, la suite du questionnaire n'est pas à compléter. Le projet n'est pas soumis à autorisation de défrichement.

Opération envisagée		
Description	Plantation de clémentiniers	
1. Disparition de la vocation forestière	OUI	NON
2. Remise en valeur d'ancien terrain de culture, de pacage ou d'alpage envahis par une végétation spontanée	OUI	NON
3. Opération portant sur des formations végétales support de productions agricoles	OUI	NON
4. Opérations sur les taillis à courte rotation sur terrain à destination agricole	OUI	NON
5. Opérations contribuant à favoriser les fonctions du massif forestier	OUI	NON
6. Défrichement indirect dans le cas d'une servitude d'utilité publique	OUI	NON
Soumission à autorisation de défrichement possible	OUI	NON

Si réponse NON, la suite du questionnaire n'est pas à compléter. Le projet n'est pas soumis à autorisation de défrichement.

Boisement d'un particulier		
Propriété d'un particulier	OUI	NON
Si réponse OUI, répondre aux questions suivantes, en prenant en compte l'ensemble du massif/parc/jardin contigu à la parcelle ou des parcelles, objet de la réflexion sur le défrichement		
1. Parcelle boisée appartenant à un massif forestier de moins de 2,25 ha	OUI	NON
2. Parcelle boisée appartenant à un parc ou jardin de moins de 2,25 ha, et aménagements soumis à autorisation au titre du Code de l'Urbanisme (PC, PA, DP, ...)	OUI	NON
3. Parcelle boisée appartenant à un parc ou jardin de moins de 10 ha, pour d'autres aménagements	OUI	NON
Soumission à autorisation de défrichement	OUI	NON

Conclusion Terrain 2	➔ Soumission à autorisation de défrichement
----------------------	---

5 Conclusion

Au vu des éléments détaillés précédemment et compte-tenu de la réglementation en vigueur :

- Le terrain 1 n'apparaît pas être soumis à autorisation de défrichement en raison de l'âge du boisement de moins de 30 ans (passé agricole du site, lieu de pacage) ;
- Le terrain 2 apparaît être soumis à autorisation de défrichement pour une surface de 1,26 ha.